

RCS : LORIENT
Code greffe : 5601

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LORIENT atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2010 B 00541
Numéro SIREN : 523 482 388
Nom ou dénomination : CORIOLIS COMPOSITES

Ce dépôt a été enregistré le 02/11/2021 sous le numéro de dépôt B2021/008506

POUR COPIE CERTIFIEE
CONFORME



Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2020			31/12/2019
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement	5 844 766	4 790 054	1 054 712	1 029 478
	Concessions brevets droits similaires	905 689	711 785	193 904	171 241
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	15 977		15 977	
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	3 877 102	2 136 651	1 740 450	1 154 873
	Autres immobilisations corporelles	437 090	281 098	155 992	184 233
	Immobilisations en cours	133 074		133 074	870 329
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	207 125		207 125	157 160	
TOTAL (II)		11 420 823	7 919 588	3 501 235	3 567 314
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	1 805 138	325 160	1 479 978	1 539 517
	En-cours de production de biens	1 918 345		1 918 345	830 250
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	1 295 684		1 295 684	294 147
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	7 083 386		7 083 386	7 053 706
	Autres créances	3 400 602		3 400 602	4 720 040
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	402 665	400 000	2 665	423 076	
DISPONIBILITES	2 373 382		2 373 382	1 679 792	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	113 261		113 261	263 797
	TOTAL (III)	18 392 463	725 160	17 667 303	16 804 325
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecarts de conversion actif (VI)	4 847		4 847	8 795	
TOTAL ACTIF (I à VI)		29 818 134	8 644 748	21 173 385	20 380 434

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2020	31/12/2019
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	2 086 984	2 086 984
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	1 477 815	1 477 815
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	208 699	208 699
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	185 504	185 504
	Report à nouveau	(863 959)	
	Résultat de l'exercice	(1 969 041)	(863 959)
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	Total des capitaux propres	1 126 002	3 095 043
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées	67 383	41 019
	Total des autres fonds propres	67 383	41 019
Provisions	Provisions pour risques	361 122	523 184
	Provisions pour charges	606 333	360 443
	Total des provisions	967 455	883 628
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 408 973	2 760 000
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	349 153	99 476
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 940 428	5 411 173
	Dettes fiscales et sociales	2 203 433	1 707 386
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 948	
Autres dettes	1 691		
Produits constatés d'avance (1)	10 102 515	6 374 416	
	Total des dettes	19 006 192	16 354 399
	Ecarts de conversion passif	6 352	6 345
	TOTAL PASSIF	21 173 385	20 380 434
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(1 969 040,81)	(863 959,00)
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	16 955 999	14 069 882
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

		Etat exprimé en euros		31/12/2020	31/12/2019
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	741 690	882 090	1 623 779	2 473 414
	Production vendue (Biens)	4 762 672	2 502 273	7 264 945	18 022 071
	Production vendue (Services et Travaux)	3 373 018	1 851 333	5 224 351	5 776 287
	Montant net du chiffre d'affaires	8 877 380	5 235 696	14 113 076	26 271 772
	Production stockée			1 088 095	(156 207)
	Production immobilisée			1 532 841	1 499 337
	Subventions d'exploitation			1 354 371	560 831
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			995 599	1 093 198
	Autres produits			89 277	167 411
	Total des produits d'exploitation (1)				19 173 259
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements			5 027 933	5 276 139
	Variation de stock			(64 428)	175 061
	Autres achats et charges externes			6 269 043	13 218 886
	Impôts, taxes et versements assimilés			253 422	247 387
	Salaires et traitements			4 062 984	4 970 771
	Charges sociales du personnel			1 724 397	2 252 355
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			1 104 378	1 355 856
	- charges d'exploitation à répartir				
Dotations aux dépréciations :					
- sur immobilisations					
- sur actif circulant			123 968	55 550	
Dotations aux provisions			626 955	874 833	
Autres charges			1 282 291	2 449 359	
Total des charges d'exploitation (2)				20 410 942	30 876 196
RESULTAT D'EXPLOITATION				(1 237 683)	(1 439 855)

Compte de Résultat 2/2

		Etat exprimé en euros	31/12/2020	31/12/2019
RESULTAT D'EXPLOITATION			(1 237 683)	(1 439 855)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré			
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		12 897 88 736 5 123	18 602 130 244 7 833
	Total des produits financiers		106 756	156 679
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		47 083 49 687 156 970	23 953 40 380 249 880
	Total des charges financières		253 739	314 213
RESULTAT FINANCIER			(146 983)	(157 535)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(1 384 666)	(1 597 389)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		22 626 1 052 549	200 381
	Total des produits exceptionnels		1 075 175	200 381
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		911 134 832 271 340 500	65 544 12 806
	Total des charges exceptionnelles		2 083 906	78 350
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(1 008 730)	122 031
PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES			(424 356)	(611 399)
TOTAL DES PRODUITS			20 355 190	29 793 402
TOTAL DES CHARGES			22 324 231	30 657 361
RESULTAT DE L'EXERCICE			(1 969 041)	(863 959)
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs				
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs				
(3) dont produits concernant les entreprises liées			7 127	11 119
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées				

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **21 173 385** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **20 355 190** euros et un total **charges** de **22 324 231** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-1 969 041** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2020** et finit le **31/12/2020**.
Il a une durée de **12** mois.

Evènements significatifs

Les états financiers du Groupe ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation. Les activités ont commencé à être affectées par la COVID-19 au premier trimestre 2020. La conjoncture économique a fortement impacté le secteur de l'aéronautique.

Dès le mois de mars 2020, la société a eu recours au chômage partiel et a mis en place du télétravail pour les postes le permettant. De plus la société a sollicité des reports (de six mois) de charges fiscales et sociales ainsi que des échéances bancaires.

Un Plan de Sauvegarde de l'Emploi a également été mis en place.

Par ailleurs, le secteur de l'aéronotique, sur lequel se concentre une part importante de l'activité du groupe, est durement et durablement touché, ce qui rejaillit sur l'activité et les perspectives (annulation ou report de commandes déjà constatées) du groupe.

A la date d'arrêté des comptes des états financiers de 2020, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Règles générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2014.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29 novembre 1983 ainsi que le règlement ANC 2017-01 du 5 mai 2017 relatif à la modification des annexes du règlement ANC 2016-07 du 4 Novembre 2016 homologué en date du 26 Décembre 2017.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'hypothèse de la Continuité de l'exploitation a été retenue par le Comité stratégique compte tenu du montant élevé du carnet de commande au 31/12/2020 et de la visibilité donnée par une étude extérieure sur l'activité future.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange, ou à leur coût de production.

En application des dispositions du PCG issues des règlements CRC 2002-10 et 2004-06, il a été procédé à une analyse des immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

* Frais de recherche et développement :	3 ans
* Concessions, logiciels et brevets :	3 ans
* Installations techniques :	5 à 10 ans
* Matériel et outillage :	3 à 10 ans
* Agencements :	3 à 10 ans
* Matériel de transport :	4 à 5 ans
* Matériel de bureau et informatique :	3 ans
* Mobilier :	5 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douanes et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, de encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits finis et en cours de production fabriqués ont été évalués à leur coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissement des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts financiers sont exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks de matières premières ont été évalués au coût moyen pondéré des 3 derniers achats.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Une provision pour dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur du stock déterminée selon le cours du jour ou la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente, est inférieure à la valeur brute du stock déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, l'entreprise a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou implicite.

Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération.

Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Contrats à long terme

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement. Les éléments suivants sont réunis pour une détermination fiable du résultat à terminaison :

- Le montant global du contrat global peut être évalué de façon fiable
- Le pourcentage d'avancement peut faire l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes
- Les coûts peuvent être identifiés de façon fiable
- Ces éléments rentrent avec une certitude raisonnable dans les conditions d'acceptation prévues par le contrat.

En complément sur les modalités d'application des principes comptables :

Le pourcentage d'avancement est calculé pour chaque contrat. Il correspond au ratio suivant :

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Nombre d'heures de main d'oeuvre réalisées / nombre d'heures de main d'oeuvre totales prévisionnelles

Ce ratio est appliqué au chiffre d'affaires global prévu par les termes du contrat.

Dans le cadre d'une approche reflétant mieux la réalité économique de l'entreprise, la société a fait évoluer les modalités retenues pour le pourcentage d'avancement par rapport à l'année précédente. Auparavant le pourcentage d'avancement était calculé par la moyenne des ratios suivants :

- Nombre d'heures de main d'oeuvre réalisées / nombre d'heures de main d'oeuvre total estimées
- Achats consommés / Budget global des achats

Le changement d'estimation a eu pour conséquence une reconnaissance moins importante de chiffre d'affaires à hauteur de 1 907,7 K€ et par conséquent un impact sur le résultat d'exploitation de -709,5K€

Il en résulte les modalités de comptabilisation suivantes lors de l'arrêté comptable :

- toutes les charges ayant concouru à l'exécution du contrat sont comptabilisées à la clôture de l'exercice,
- les charges qui ne correspondent pas à l'avancement et qui sont donc rattachables à une activité future sont portées en stocks, travaux en cours ou comptes de régularisation,
- les produits contractuels sont comptabilisés en chiffre d'affaires et régularisés à la hausse (factures à établir)

comme à la baisse (produits constatés d'avance).

La société Coriolis Composites applique un lissage de la marge sur la durée de vie du projet, en fonction du taux de marge global prévisionnel du projet, minoré de 5 %.

La société conclut généralement avec ses clients des marchés significatifs pouvant comporter plusieurs lots. Compte tenu des spécificités du cycle de production, les lots réalisés dans le cadre d'une commande globale, achevés au cours de l'exercice, font l'objet d'une facturation intermédiaire, comptabilisée dans le chiffre d'affaires de l'exercice considéré.

Engagements de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode (méthode rétrospective prorata temporis) tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

La convention collective appliquée est celle des bureaux d'études.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,34 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 65-67 ans
- Taux de rotation du personnel : Fort
- Table de taux de mortalité : Table INSEE 2019

Les engagements correspondants de 331 910,98 euros n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2016, la SASU CORIOLIS COMPOSITES est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe CORIOLIS GROUP (tête de groupe).

L'application de la convention d'intégration fiscale est sans incidence sur le résultat et les capitaux propres de

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

la société.

Crédit d'impôt recherche

Au cours de l'exercice clos au 31/12/2020, la société a procédé à des opérations de recherche et de développement. A ce titre, elle bénéficie d'un crédit d'impôt recherche pour un montant de 412 056 euros.

Immobilisation des frais de R&D

La société SASU CORIOLIS COMPOSITES immobilise des frais de R&D dans la mesure où :

- la faisabilité technique des projets est avérée,
- l'entreprise a l'intention d'achever les projets immobilisés, de les utiliser, et de les vendre,
- l'entreprise a la capacité d'utiliser et de vendre les projets,
- l'entreprise dispose des ressources appropriées pour achever les projets,
- l'immobilisation incorporelle créée générera des avantages économiques futurs,
- le coût de chaque projet peut être évalué de façon fiable.

Au cours de l'exercice clos le 31/12/2020, la société a immobilisé 1.532.840,84 euros de frais de développement. Le coût de revient de cet actif incorporel est composé de frais de personnel, de prestations externes, de matières premières, et de dépenses de propriété industrielle.

Un produit d'exploitation est comptabilisé pour un montant équivalent.

A la fin de chaque exercice, la société vérifie, pour les frais de développement antérieurement immobilisés, que les conditions d'activation sont toujours respectées.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2020
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement	5 469 523		538 929		163 685	5 844 766
Autres	799 477		122 189			921 666
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 269 000		661 117		163 685	6 766 433
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels	4 060 042		1 433 155		1 616 095	3 877 102
Instal., agencement, aménagement divers	317 906					317 906
Matériel de transport	18 168					18 168
Matériel de bureau, mobilier	101 016					101 016
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours	870 329		133 074	406 741	463 588	133 074
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 367 461		1 566 229	406 741	2 079 683	4 447 265
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	157 160		50 612		647	207 125
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	157 160		50 612		647	207 125
TOTAL	11 793 621		2 277 959	406 741	2 244 015	11 420 823

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2020
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	4 440 045	490 323	140 313	4 790 054
	Autres	628 236	83 549		711 785
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 068 282	573 871	140 313	5 501 840
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 905 168	502 266	1 270 783	2 136 651
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	152 027	20 767		172 794
	Matériel de transport	18 168			18 168
	Matériel de bureau, mobilier	82 662	7 474		90 136
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 158 025	530 507	1 270 783	2 417 749	
TOTAL		8 226 307	1 104 378	1 411 097	7 919 588

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations						Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre		Mode dégressif		Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre		Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement										
Autres immobilisations incorporelles										
TOTAL IMMOB INCORPORELLES										
Terrains										
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.										
Instal. technique matériel outillage industriels										
Instal générales Agenct aménagt divers										
Matériel de transport										
Matériel de bureau, informatique, mobilier										
Emballages récupérables, divers										
TOTAL IMMOB CORPORELLES										
Frais d'acquisition de titres de participation										
TOTAL										
TOTAL GENERAL NON VENTILE										

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients	514 390	356 275	514 390	356 275
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change	8 795	4 847	8 795	4 847
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	360 443	606 333	360 443	606 333	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		883 628	967 455	883 628	967 455
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { <ul style="list-style-type: none"> incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières 				
	Sur stocks et en-cours	201 192	123 968		325 160
	Sur comptes clients	6 644		6 644	
	Autres	479 941		79 941	400 000
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION		687 778	123 968	86 586
TOTAL GENERAL		1 571 406	1 091 423	970 213	1 692 615
Dont dotations et reprises { <ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 		750 923	881 477	88 736	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2020	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	207 125		207 125
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	7 083 386	7 083 386	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 038	1 038	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 401	2 401	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	1 047 677	1 047 677	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)	1 507 870	1 507 870	
	Débiteurs divers	841 615	841 615	
Charges constatées d'avances	113 261	113 261		
TOTAL DES CREANCES		10 804 374	10 597 249	207 125
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2020	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	2 408 973	707 933	1 631 040	70 000
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	3 940 428	3 940 428		
	Personnel et comptes rattachés	1 180 678	1 180 678		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	701 446	701 446		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	241 129	241 129		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	80 181	80 181		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	1 691	1 691		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	10 102 515	10 102 515			
TOTAL DES DETTES		18 657 039	16 955 999	1 631 040	70 000
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		26 566			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		351 229			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Capital social

Etat exprimé en euros		31/12/2020	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		2 086 984,00	1,0000	2 086 984,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		2 086 984,00	1,0000	2 086 984,00

Variations des Capitaux Propres

Etat exprimé en euros	Capitaux propres clôture 31/12/2019	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2020
Capital social	2 086 984				2 086 984
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	1 477 815				1 477 815
Ecart de réévaluation					
Réserve légale	208 699				208 699
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves	185 504				185 504
Report à nouveau		(863 959)			(863 959)
Résultat de l'exercice	(863 959)	863 959		(1 969 041)	(1 969 041)
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	3 095 043			(1 969 041)	1 126 002

Date de l'assemblée générale 30/09/2020

Dividendes attribués

¹ dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 3 095 043

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 3 095 043

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (1 969 041)

Ventilation du chiffre d'affaires

Etat exprimé en euros	France	Export	Total
Ventes de marchandises	741 690	882 090	1 623 779
Production vendue de biens	4 762 672	2 502 273	7 264 945
Production vendue de travaux			
Production vendue de services	3 373 018	1 851 333	5 224 351
TOTAL	8 877 380	5 235 696	14 113 076

Effectif moyen

	31/12/2020	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures	86	
	Professions intermédiaires	3	
	Employés	18	
	Ouvriers		
	TOTAL	107	

Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/12/2020	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Crédit Agricole (En-cours Caution)		485 925	
Société Générale (En-cours Caution)		60 000	
		545 925	
Engagements de crédit-bail			
Crédit-bail		786 375	
		786 375	
Engagements en pensions, retraite et assimilés			
IDR		331 911	
		331 911	
Autres engagements			
Contrat Location C2			1 521 667
Achats à terme de devises		103 354	
Ventes à terme - Contrat signés - Travaux à réaliser sur les exercices à venir			
		103 354	1 521 667
Total des engagements financiers (1)		1 767 565	1 521 667
(1) Dont concernant :			
Les dirigeants			
Les filiales			
Les participations			
Les autres entreprises liées			

Eléments concernant les entreprises liées et les participations

Etat exprimé en euros	31/12/2020	Entreprises liées	Entreprises avec lesquelles la société à un lien de participation
Actif immobilisé			
Avances et acomptes sur immobilisations			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts et autres immobilisations financières			
Actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés		531 219	
Autres créances		1 090 641	
Capital souscrit appelé, non versé			
Dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 217 522	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits financiers			
Produits de participations			
Autres produits financiers		7 127	
Charges financières			
Charges financières			
Autres éléments			

CORIOLIS COMPOSITES
Société par actions simplifiée au capital de 2 086 984 euros
Siège social : Rue Condorcet - ZA du Mourillon
56530 QUEVEN
523 482 388 RCS LORIENT

DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
DU 28 SEPTEMBRE 2021

DECISION D'AFFECTION DU RESULTAT
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

DEUXIEME DECISION

L'associée unique décide d'affecter la perte de l'exercice de – 1.969.041 euros de la manière suivante :

Perte de l'exercice : - 1.969.041 euros

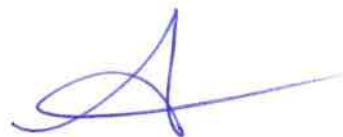
Affectation :

En totalité au compte « Report à Nouveau »
qui s'élève ainsi à – 2.833.000 euros

Conformément à la loi, l'associée unique prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Dividende global	Eligibles à l'abattement de 40 %	Non éligibles à l'abattement de 40 %
31/12/2017	2.100.000 €	-	2.100.000 €
31/12/2018	1.800.000 €	-	1.800.000 €
31/12/2019	Néant	-	Néant

Certifié conforme
La Présidente



CORIOLIS COMPOSITES
Société par actions Simplifiée au capital de 2 086 984 euros
Rue Condorcet
56530 QUEVEN
RCS LORIENT 523 482 388

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Assemblée Générale du 28 Septembre 2021

CORIOLIS COMPOSITES
Société par actions Simplifiée au capital de 2 086 984 euros
Rue Condorcet
56530 QUEVEN
RCS LORIENT 523 482 388

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'associé,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CORIOLIS COMPOSITES relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulés ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif qu'en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- L'annexe détaille les mouvements d'immobilisation, nous avons validé les modalités de mise en service des nouvelles immobilisations.
- Le tableau des échéances et es dette détaille les créances clients, nous nous sommes attachés par le biais de test et de sondages à valider le montant et l'exigibilité du poste.
- La note « Contrat à long terme » de l'annexe nous informe des modalités de prise en compte des contrats à long terme. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier le caractère raisonnable de ces estimations et par voie de conséquence à valider la prise en compte des produits sur l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillons des éléments que nous estimons suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- nous apprécions le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité

de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de notre rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous attirons l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, nous formulons une certification avec réserve ou un refus de certifier.

- nous apprécions la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Beynost, le 10 septembre 2021



Le Commissaire aux comptes
Marie-Laure VAN NGUYEN

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2020			31/12/2019
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (1)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement	5 844 766	4 790 054	1 054 712	1 029 478
	Concessions brevets droits similaires	905 689	711 785	193 904	171 241
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	15 977		15 977	
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	3 877 102	2 136 651	1 740 450	1 154 873
	Autres immobilisations corporelles	437 090	281 098	155 992	184 233
	Immobilisations en cours	133 074		133 074	870 329
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	207 125		207 125	157 160	
TOTAL (II)	11 420 823	7 919 588	3 501 235	3 567 314	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	1 805 138	325 160	1 479 978	1 539 517
	En-cours de production de biens	1 918 345		1 918 345	830 250
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	1 295 684		1 295 684	294 147
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	7 083 386		7 083 386	7 053 706
	Autres créances	3 400 602		3 400 602	4 720 040
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	402 665	400 000	2 665	423 076	
DISPONIBILITES	2 373 382		2 373 382	1 679 792	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	113 261		113 261	263 797
	TOTAL (III)	18 392 463	725 160	17 667 303	16 804 325
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecarts de conversion actif (VI)	4 847		4 847	8 795	
TOTAL ACTIF (I à VI)	29 818 134	8 644 748	21 173 385	20 380 434	

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2020	31/12/2019
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	2 086 984	2 086 984
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	1 477 815	1 477 815
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	208 699	208 699
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	185 504	185 504
	Report à nouveau	(863 959)	
	Résultat de l'exercice	(1 969 041)	(863 959)
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Total des capitaux propres		1 126 002	3 095 043
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées	67 383	41 019
Total des autres fonds propres		67 383	41 019
Provisions	Provisions pour risques	361 122	523 184
	Provisions pour charges	606 333	360 443
	Total des provisions	967 455	883 628
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 408 973	2 760 000
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	349 153	99 476
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 940 428	5 411 173
	Dettes fiscales et sociales	2 203 433	1 707 386
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 948	
Autres dettes	1 691		
Produits constatés d'avance (1)	10 102 515	6 374 416	
Total des dettes		19 006 192	16 354 399
Ecarts de conversion passif	6 352	6 345	
TOTAL PASSIF		21 173 385	20 380 434
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(1 969 040,81)	(863 959,00)
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		16 955 999	14 069 882
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	741 690	882 090	1 623 779	2 473 414
	Production vendue (Biens)	4 762 672	2 502 273	7 264 945	18 022 071
	Production vendue (Services et Travaux)	3 373 018	1 851 333	5 224 351	5 776 287
	Montant net du chiffre d'affaires	8 877 380	5 235 696	14 113 076	26 271 772
	Production stockée			1 088 095	(156 207)
	Production immobilisée			1 532 841	1 499 337
	Subventions d'exploitation			1 354 371	560 831
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			995 599	1 093 198
	Autres produits			89 277	167 411
	Total des produits d'exploitation (1)				19 173 259
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements			5 027 933	5 276 139
	Variation de stock			(64 428)	175 061
	Autres achats et charges externes			6 269 043	13 218 886
	Impôts, taxes et versements assimilés			253 422	247 387
	Salaires et traitements			4 062 984	4 970 771
	Charges sociales du personnel			1 724 397	2 252 355
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			1 104 378	1 355 856
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
- sur immobilisations			123 968	55 550	
- sur actif circulant					
Dotations aux provisions			626 955	874 833	
Autres charges			1 282 291	2 449 359	
Total des charges d'exploitation (2)				20 410 942	30 876 196
RESULTAT D'EXPLOITATION				(1 237 683)	(1 439 855)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2020	31/12/2019
RESULTAT D'EXPLOITATION		(1 237 683)	(1 439 855)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	12 897 88 736 5 123	18 602 130 244 7 833
Total des produits financiers		106 756	156 679
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	47 083 49 687 156 970	23 953 40 380 249 880
Total des charges financières		253 739	314 213
RESULTAT FINANCIER		(146 983)	(157 535)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(1 384 666)	(1 597 389)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	22 626 1 052 549	200 381
Total des produits exceptionnels		1 075 175	200 381
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	911 134 832 271 340 500	65 544 12 806
Total des charges exceptionnelles		2 083 906	78 350
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(1 008 730)	122 031
PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES		(424 356)	(611 399)
TOTAL DES PRODUITS		20 355 190	29 793 402
TOTAL DES CHARGES		22 324 231	30 657 361
RESULTAT DE L'EXERCICE		(1 969 041)	(863 959)
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées		7 127	11 119
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées			

Soldes Intermédiaires de Gestion

Etat exprimé en euros	01/01/2020		01/01/2019		Ecart	%
	31/12/2020	12 mois	31/12/2019	12 mois		
CHIFFRE D'AFFAIRES	14 113 076	100,00	26 271 772	100,00	(12 158 696)	-46,28
Ventes de marchandises	1 623 779	11,51	2 473 414	9,41	(849 635)	-34,35
- Achats de marchandises						
- Variation stocks de marchandises						
MARGE COMMERCIALE (a)	1 623 779	100,00	2 473 414	100,00	(849 635)	-34,35
Production vendue	12 489 296	88,49	23 798 358	90,59	(11 309 061)	-47,52
+ Variation production stockée	1 088 095	7,71	(156 207)	-0,59	1 244 303	-796,5
+ Production immobilisée	1 532 841	10,86	1 499 337	5,71	33 504	2,23
PRODUCTION DE L'EXERCICE	15 110 233	107,07	25 141 487	95,70	(10 031 255)	-39,90
- Achats stockés approvisionnement	5 027 933	33,28	5 276 139	20,99	(248 206)	-4,70
- Variation des stocks et approvisionnement	(64 428)	-0,43	175 061	0,70	(239 490)	-136,8
- Achats de sous-traitance directe	82 512	0,55	5 491 275	21,84	(5 408 764)	-98,50
MARGE BRUTE PRODUCTION (b)	10 064 217	66,61	14 199 012	56,48	(4 134 795)	-29,12
MARGES (Commerciale + Production)	11 687 996	82,82	16 672 426	63,46	(4 984 430)	-29,90
- Achats non stockés (c)	30 444	0,22	63 351	0,24	(32 907)	-51,94
- Autres charges externes (c)	6 156 087	43,62	7 664 259	29,17	(1 508 172)	-19,68
CONSOMMATION DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS	11 232 547	79,59	18 670 086	71,07	(7 437 538)	-39,84
VALEUR AJOUTÉE PRODUITE (a+b-c)	5 501 465	38,98	8 944 816	34,05	(3 443 351)	-38,50
+ Subventions d'exploitation	1 354 371	9,60	560 831	2,13	793 539	141,49
- Impôts, taxes sur rémunérations	84 798	0,60	95 430	0,36	(10 632)	-11,14
- Autres impôts et taxes	168 624	1,19	151 957	0,58	16 667	10,97
- Salaires et traitements	4 062 984	28,79	4 970 771	18,92	(907 787)	-18,26
- Charges sociales	1 724 397	12,22	2 252 355	8,57	(527 958)	-23,44
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	815 033	5,78	2 035 135	7,75	(1 220 103)	-59,95
+ Reprises sur amortissements et provisions	881 477	6,25	1 078 976	4,11	(197 499)	-18,30
+ Autres produits d'exploitation	89 277	0,63	167 411	0,64	(78 133)	-46,67
+ Transfert de charges d'exploitation	114 122	0,81	14 222	0,05	99 900	702,42
- Dotations aux amort., dépréciations et provisions	1 855 301	13,15	2 286 239	8,70	(430 938)	-18,85
- Autres charges de gestion courante	1 282 291	9,09	2 449 359	9,32	(1 167 068)	-47,65
RÉSULTAT EXPLOITATION	(1 237 683)	-8,77	(1 439 855)	-5,48	202 172	14,04
Bénéfice-perte sur opérations en commun						
+ Produits financiers	106 756	0,76	156 679	0,60	(49 923)	-31,86
- Charges financières	253 739	1,80	314 213	1,20	(60 474)	-19,25
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	(1 384 666)	-9,81	(1 597 389)	-6,08	212 723	13,32
Produits exceptionnels	1 075 175	7,62	200 381	0,76	874 794	436,57
- Charges exceptionnelles	2 083 906	14,77	78 350	0,30	2 005 556	N/S
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(1 008 730)	-7,15	122 031	0,46	(1 130 761)	-926,6
- Participation des salariés						
- Impôts sur les bénéfices	(424 356)	-3,01	(611 399)	-2,33	187 043	30,59
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	(1 969 041)	-13,95	(863 959)	-3,29	(1 105 082)	-127,9

Voir compte-rendu de travaux de l'expert-comptable

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **21 173 385** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **20 355 190** euros et un total **charges** de **22 324 231** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-1 969 041** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2020** et finit le **31/12/2020**.
Il a une durée de **12** mois.

Evènements significatifs

Les états financiers du Groupe ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation. Les activités ont commencé à être affectées par la COVID-19 au premier trimestre 2020. La conjoncture économique a fortement impacté le secteur de l'aéronautique.

Dès le mois de mars 2020, la société a eu recours au chômage partiel et a mis en place du télétravail pour les postes le permettant. De plus la société a sollicité des reports (de six mois) de charges fiscales et sociales ainsi que des échéances bancaires.

Un Plan de Sauvegarde de l'Emploi a également été mis en place.

Par ailleurs, le secteur de l'aéronotique, sur lequel se concentre une part importante de l'activité du groupe, est durement et durablement touché, ce qui rejaillit sur l'activité et les perspectives (annulation ou report de commandes déjà constatées) du groupe.

A la date d'arrêté des comptes des états financiers de 2020, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Règles générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2014.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29 novembre 1983 ainsi que le règlement ANC 2017-01 du 5 mai 2017 relatif à la modification des annexes du règlement ANC 2016-07 du 4 Novembre 2016 homologué en date du 26 Décembre 2017.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'hypothèse de la Continuité de l'exploitation a été retenue par le Comité stratégique compte tenu du montant élevé du carnet de commande au 31/12/2020 et de la visibilité donnée par une étude extérieure sur l'activité future.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange, ou à leur coût de production.

En application des dispositions du PCG issues des règlements CRC 2002-10 et 2004-06, il a été procédé à une analyse des immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

* Frais de recherche et développement :	3 ans
* Concessions, logiciels et brevets :	3 ans
* Installations techniques :	5 à 10 ans
* Matériel et outillage :	3 à 10 ans
* Agencements :	3 à 10 ans
* Matériel de transport :	4 à 5 ans
* Matériel de bureau et informatique :	3 ans
* Mobilier :	5 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douanes et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, de encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits finis et en cours de production fabriqués ont été évalués à leur coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissement des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts financiers sont exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks de matières premières ont été évalués au coût moyen pondéré des 3 derniers achats.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Une provision pour dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur du stock déterminée selon le cours du jour ou la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente, est inférieure à la valeur brute du stock déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.
Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, l'entreprise a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou implicite.

Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération.

Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Contrats à long terme

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement. Les éléments suivants sont réunis pour une détermination fiable du résultat à terminaison :

- Le montant global du contrat global peut être évalué de façon fiable
- Le pourcentage d'avancement peut faire l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes
- Les coûts peuvent être identifiés de façon fiable
- Ces éléments rentrent avec une certitude raisonnable dans les conditions d'acceptation prévues par le contrat.

En complément sur les modalités d'application des principes comptables :

Le pourcentage d'avancement est calculé pour chaque contrat. Il correspond au ratio suivant :

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Nombre d'heures de main d'oeuvre réalisées / nombre d'heures de main d'oeuvre totales prévisionnelles

Ce ratio est appliqué au chiffre d'affaires global prévu par les termes du contrat.

Dans le cadre d'une approche reflétant mieux la réalité économique de l'entreprise, la société a fait évoluer les modalités retenues pour le pourcentage d'avancement par rapport à l'année précédente. Auparavant le pourcentage d'avancement était calculé par la moyenne des ratios suivants :

- Nombre d'heures de main d'oeuvre réalisées / nombre d'heures de main d'oeuvre total estimées
- Achats consommés / Budget global des achats

Le changement d'estimation a eu pour conséquence une reconnaissance moins importante de chiffre d'affaires à hauteur de 1 907,7 K€ et par conséquent un impact sur le résultat d'exploitation de -709,5K€

Il en résulte les modalités de comptabilisation suivantes lors de l'arrêté comptable :

- toutes les charges ayant concouru à l'exécution du contrat sont comptabilisées à la clôture de l'exercice,
- les charges qui ne correspondent pas à l'avancement et qui sont donc rattachables à une activité future sont portées en stocks, travaux en cours ou comptes de régularisation,
- les produits contractuels sont comptabilisés en chiffre d'affaires et régularisés à la hausse (factures à établir) comme à la baisse (produits constatés d'avance).

La société Coriolis Composites applique un lissage de la marge sur la durée de vie du projet, en fonction du taux de marge global prévisionnel du projet, minoré de 5 %.

La société conclut généralement avec ses clients des marchés significatifs pouvant comporter plusieurs lots. Compte tenu des spécificités du cycle de production, les lots réalisés dans le cadre d'une commande globale, achevés au cours de l'exercice, font l'objet d'une facturation intermédiaire, comptabilisée dans le chiffre d'affaires de l'exercice considéré.

Engagements de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode (méthode rétrospective prorata temporis) tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

La convention collective appliquée est celle des bureaux d'études.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,34 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 65-67 ans
- Taux de rotation du personnel : Fort
- Table de taux de mortalité : Table INSEE 2019

Les engagements correspondants de 331 910,98 euros n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2016, la SASU CORIOLIS COMPOSITES est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe CORIOLIS GROUP (tête de groupe).

L'application de la convention d'intégration fiscale est sans incidence sur le résultat et les capitaux propres de

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

la société.

Crédit d'impôt recherche

Au cours de l'exercice clos au 31/12/2020, la société a procédé à des opérations de recherche et de développement. A ce titre, elle bénéficie d'un crédit d'impôt recherche pour un montant de 412 056 euros.

Immobilisation des frais de R&D

La société SASU CORIOLIS COMPOSITES immobilise des frais de R&D dans la mesure où :

- la faisabilité technique des projets est avérée,
- l'entreprise a l'intention d'achever les projets immobilisés, de les utiliser, et de les vendre,
- l'entreprise a la capacité d'utiliser et de vendre les projets,
- l'entreprise dispose des ressources appropriées pour achever les projets,
- l'immobilisation incorporelle créée générera des avantages économiques futurs,
- le coût de chaque projet peut être évalué de façon fiable.

Au cours de l'exercice clos le 31/12/2020, la société a immobilisé 1.532.840,84 euros de frais de développement. Le coût de revient de cet actif incorporel est composé de frais de personnel, de prestations externes, de matières premières, et de dépenses de propriété industrielle.

Un produit d'exploitation est comptabilisé pour un montant équivalent.

A la fin de chaque exercice, la société vérifie, pour les frais de développement antérieurement immobilisés, que les conditions d'activation sont toujours respectées.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2020
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement	5 469 523		538 929		163 685	5 844 766
Autres	799 477		122 189			921 666
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 269 000		661 117		163 685	6 766 433
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels	4 060 042		1 433 155		1 616 095	3 877 102
Instal., agencement, aménagement divers	317 906					317 906
Matériel de transport	18 168					18 168
Matériel de bureau, mobilier	101 016					101 016
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours	870 329		133 074	406 741	463 588	133 074
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 367 461		1 566 229	406 741	2 079 683	4 447 265
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	157 160		50 612		647	207 125
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	157 160		50 612		647	207 125
TOTAL	11 793 621		2 277 959	406 741	2 244 015	11 420 823

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2020
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	4 440 045	490 323	140 313	4 790 054
	Autres	628 236	83 549		711 785
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 068 282	573 871	140 313	5 501 840
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 905 168	502 266	1 270 783	2 136 651
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	152 027	20 767		172 794
	Matériel de transport	18 168			18 168
	Matériel de bureau, mobilier	82 662	7 474		90 136
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 158 025	530 507	1 270 783	2 417 749	
TOTAL		8 226 307	1 104 378	1 411 097	7 919 588

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients	514 390	356 275	514 390	356 275
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change	8 795	4 847	8 795	4 847
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	360 443	606 333	360 443	606 333	
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	883 628	967 455	883 628	967 455
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { <ul style="list-style-type: none"> incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières 				
	Sur stocks et en-cours	201 192	123 968		325 160
	Sur comptes clients	6 644		6 644	
	Autres	479 941		79 941	400 000
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	687 778	123 968	86 586	725 160
TOTAL GENERAL		1 571 406	1 091 423	970 213	1 692 615
Dont dotations et reprises { <ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 		750 923	881 477	88 736	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2020	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	207 125		207 125
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	7 083 386	7 083 386	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 038	1 038	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 401	2 401	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	1 047 677	1 047 677	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)	1 507 870	1 507 870	
Débiteurs divers	841 615	841 615		
Charges constatées d'avances	113 261	113 261		
TOTAL DES CREANCES		10 804 374	10 597 249	207 125
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2020	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	2 408 973	707 933	1 631 040	70 000
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	3 940 428	3 940 428		
	Personnel et comptes rattachés	1 180 678	1 180 678		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	701 446	701 446		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	241 129	241 129		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	80 181	80 181		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)					
Autres dettes	1 691	1 691			
Dettes représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	10 102 515	10 102 515			
TOTAL DES DETTES		18 657 039	16 955 999	1 631 040	70 000
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		26 566			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		351 229			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Capital social

Etat exprimé en euros		31/12/2020	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		2 086 984,00	1,0000	2 086 984,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		2 086 984,00	1,0000	2 086 984,00

Variations des Capitaux Propres

Etat exprimé en euros	Capitaux propres clôture 31/12/2019	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2020
Capital social	2 086 984				2 086 984
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	1 477 815				1 477 815
Ecart de réévaluation					
Réserve légale	208 699				208 699
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves	185 504				185 504
Report à nouveau		(863 959)			(863 959)
Résultat de l'exercice	(863 959)	863 959		(1 969 041)	(1 969 041)
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	3 095 043			(1 969 041)	1 126 002

Date de l'assemblée générale 30/09/2020

Dividendes attribués

¹ dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 3 095 043

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 3 095 043

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (1 969 041)

Ventilation du chiffre d'affaires

Etat exprimé en euros	France	Export	Total
Ventes de marchandises	741 690	882 090	1 623 779
Production vendue de biens	4 762 672	2 502 273	7 264 945
Production vendue de travaux			
Production vendue de services	3 373 018	1 851 333	5 224 351
TOTAL	8 877 380	5 235 696	14 113 076

Effectif moyen

		31/12/2020	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		86	
	Professions intermédiaires		3	
	Employés		18	
	Ouvriers			
	TOTAL		107	

Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/12/2020	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties Crédit Agricole (En-cours Caution) Société Générale (En-cours Caution)		485 925 60 000	
		545 925	
Engagements de crédit-bail Crédit-bail		786 375	
		786 375	
Engagements en pensions, retraite et assimilés IDR		331 911	
		331 911	
Autres engagements Contrat Location C2 Achats à terme de devises Ventes à terme - Contrat signés - Travaux à réaliser sur les exercices à venir		103 354	1 521 667
		103 354	1 521 667
Total des engagements financiers (1)		1 767 565	1 521 667
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			

Eléments concernant les entreprises liées et les participations

Etat exprimé en euros	31/12/2020	Entreprises liées	Entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation
Actif immobilisé			
Avances et acomptes sur immobilisations			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts et autres immobilisations financières			
Actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés		531 219	
Autres créances		1 090 641	
Capital souscrit appelé, non versé			
Dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 217 522	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits financiers			
Produits de participations			
Autres produits financiers		7 127	
Charges financières			
Charges financières			
Autres éléments			

CORIOLIS COMPOSITES

Société par actions Simplifiée au capital de 2 086 984 euros
Rue Condorcet
56530 QUEVEN
RCS LORIENT 523 482 388

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES Exercice clos le 31 décembre 2020

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article L 227-10 du Code de Commerce, nous avons été avisé des conventions intervenues directement ou par personnes interposée entre la société et vos actionnaires.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions conclues au cours de l'exercice

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée, en application des dispositions de l'article L. 227-10 du code de commerce.

Fait à Beynost, le 10 septembre 2021



Marie-Laure VAN NGUYEN
Commissaire aux comptes